



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Chambéry, le **18 AOÛT 2022**

**Arrêté préfectoral n° ICPE-2022-060  
portant prescriptions complémentaires**

**Société AXIA**

**Commune d'Esserts-Blay**

*La secrétaire générale  
chargée de l'administration de l'État dans le département*

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment ses articles 43, 44 et 45 ;

**VU** le décret du 20 avril 2020 portant nomination de Mme Juliette PART, en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Pascal BOLOT, préfet de la Savoie, en qualité de préfet du Morbihan, à compter du 10 août 2022 ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, préfet de la Haute-Corse, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> juillet 2022 établi suite à sa visite du 13 juin 2022 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2022 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite 13 juin 2022, il a été mis en évidence la difficulté pour les services de secours d'utiliser la plateforme de pompage existante en cas d'incendie (pompage dans le lac jouxtant le site au sud) ;

**CONSIDÉRANT** l'ancienneté relative de l'étude de dangers (dernière étude complète transmise en janvier 2010) ;

**CONSIDÉRANT** que les risques d'incendie des stocks de déchets métalliques notamment doivent être réévalués car des batteries au lithium sont désormais susceptibles d'être présentes de manière diffuse au sein des flux de déchets pris en charge par l'exploitant, en raison des caractéristiques actuelles de l'accidentalité ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de procéder à une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient pour cela de faire usage des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement précités ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite 13 juin 2022, il a été mis en évidence des hauteurs conséquentes de stockage de déchets métalliques (environ 8 m) et pour les VHU dépollués (environ 6 m) ;

**CONSIDÉRANT** que de telles hauteurs peuvent rendre difficile l'extinction par les services de secours en cas d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des hauteurs limites pour les stocks de déchets métalliques et de VHU dépollués, afin de faciliter l'intervention des services de secours en cas d'incendie, comme cela est réglementé pour les installations soumises à enregistrement au titre des rubriques 2712 et 2713 de la nomenclature des installations classées ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Exploitant**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société AXIA, représentée par son président M. Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse.

### **Article 2 : Mise à jour de l'étude de dangers**

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, au plus tard le 15/10/2022, une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement.

Les points suivants devront notamment être examinés :

- évolution des aléas liés à la présence possible de batteries au lithium au sein des flux de déchets, et prise en compte de l'accidentalité récente ;
- îlotage des tas de déchets métalliques ;
- localisation d'une ou deux aires d'étalement des déchets pour extinction ;
- évaluation des besoins en eau d'extinction (mise à jour de la fiche D9) ;
- validation du lac en tant que point d'eau utilisable pour la DECI : volume disponible (curage si nécessaire, puis bathymétrie), hauteur d'aspiration, aménagements (plateforme d'aspiration, colonnes, poteaux d'aspiration...) ;
- proposition de moyens d'extinction complémentaires aux moyens existants ;
- vérification des besoins de confinement des eaux d'extinction (mise à jour de la fiche D9A) et des moyens disponibles ;
- renforcement éventuel de la hauteur des murs coupe-feu du hangar DND/OM, spécialement vis-à-vis de l'exposition de la plateforme de pompage existante et de sa voie d'accès aux flux thermiques.

### **Article 3 : Limites de hauteur**

Les dispositions de l'article 71.12 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 sont renforcées par les dispositions suivantes :

- Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.
- La hauteur des stockages de déchets métalliques n'excède pas six mètres.

#### **Article 4 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 514-3-1 et R181-50 du Code de l'environnement Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 6 : Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie et monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire d'Entrelacs.

La secrétaire générale  
chargée de l'administration de l'État dans le  
département  
Juliette PART

